**Défendre les droits des personnes
malentendantes ou sourdes et s'assurer qu'ils
aient accès à la langue des signes**

> Que fait Unia ?

Unia est un service qui aide les personnes en **Belgique**.

Unia veut que tout le monde ait les **mêmes chances** dans la vie.

Unia défend les personnes contre les **discriminations**.

Et Unia vérifie que la Belgique respecte la **Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes en situation de handicap**.

> Une discrimination, c'est quoi ?

Une discrimination, c'est quand une personne **agit autrement** avec vous

ou qu'une **règle** vous donne **moins de chances** à vous qu'aux autres

sans bonne raison

juste parce que vous êtes **différent**.

> Pourquoi Unia écrit ce texte ?

Début 2025, l'Association Belge Francophone des Interprètes et Traducteurs en Langue des Signes (ABILS) ainsi que la Fédération Francophone des Sourds de Belgique (FFSB) ont expliqué les

principaux obstacles auxquels sont confrontés les personnes sourdes signantes (signantes = qui parlent la langue des signes) dans l'accès à leurs droits fondamentaux.

Unia veut que les personnes en situation de handicap puissent participer à la vie en société comme les autres.

Aujourd'hui, la langue des signes est reconnue. Mais cette reconnaissance est symbolique. Cela veut dire qu'il n'y a pas de loi qui oblige les services à :

- traduire les informations les plus importantes en langue des signes francophone de Belgique ;
- prévoir des interprètes en langue des signes pour assurer la communication et la bonne compréhension des informations.

Les principaux problèmes signalés à Unia ?

Sans interprète en langue des signes, les personnes sourdes ont des difficultés pour :

- aller chez le médecin
- trouver un emploi ou une formation
- aller à l'école
- avoir accès aux informations

- comprendre la justice
- suivre les informations à la télévision
- participer à la culture

Il y a aussi trop peu d'interprètes en langue des signes.

Et il n'y a pas assez de lois pour aider les personnes sourdes.

Unia propose de

1. Changer la loi

Unia veut que la langue des signes soit vraiment reconnue par la loi.

Unia veut que la loi assure l'accès des personnes sourdes aux informations, à la communication et aux services, en langue des signes.

Unia veut aussi que les autorités demandent l'avis de la Communauté Sourde quand elles créent des lois ou des projets.

2. Aider les services publics

Les services publics doivent :

- proposer des interprètes en langue des signes, gratuitement,
- traduire les informations importantes en langue des signes,
- former leur personnel pour mieux accueillir les personnes sourdes,
- prévoir des interprètes pour les situation d'urgence.

3. Soutenir les interprètes et les traducteurs

Unia propose :

- de protéger le métier d'interprète et de traducteur
- de garder et de renforcer les formations universitaires pour devenir interprète
- de faire de la publicité pour attirer des personnes à devenir interprète
- de mieux financer les services d'interprétation
- de travailler en duo dans certaines situations : un interprète sourd et un interprète entendant

Pourquoi c'est important ?

A un niveau international :

La Belgique a signé une Convention de l'Organisation des Nations relative aux droits des personnes handicapées.

Cette convention dit que les personnes handicapées ont droit :

- à l'information,
- à l'éducation,
- à la liberté d'expression,
- à leur langue et à la culture.

Au niveau national :

-la Constitution belge dit aussi que toutes les personnes handicapées ont droit à être incluses dans la société, comme les autres.

Être inclu dans la société, cela veut dire que la société prend des dispositions afin que chacun puissent participer comme les autres.

-La loi anti-discrimination interdit de refuser un interprète sans bonne raison.

Conclusion

Unia demande aux autorités de tout faire pour permettre aux personnes sourdes d'avoir accès à la langue des signes.

Lorsqu'elles ont des difficultés, les personnes sourdes peuvent contacter Unia et signaler une problématique, soit en complétant un formulaire de signalement sur le site internet d'Unia ou alors en contactant la permanence téléphonique par l'intermédiaire de relais signe (service mis à disposition par Unia).